

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 31/1/24

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche

115 Rue de Chartres
28800 Bonneval

Références : 369/RAPVI/PBi/IC230693
Code AIOT : 0010000369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche implanté Le Petit Vivier 28160 Brou. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche
- Le Petit Vivier 28160 Brou
- Code AIOT : 0010000369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de l'établissement de Brou exploité par la CABBP sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 27 mai 1994, complété les 18 juin 1998, 29 juin 1999, 26 décembre 2006 et 16 novembre 2021.

Le silo de stockage de céréales exploité par la CABBP à Brou a une capacité totale maximale de 71 774 m³ et comporte 2 séchoirs.

Les capacités de stockages de céréales et autres grains de la rubrique ICPE n°2160 sont constituées de :

- deux silos verticaux en béton : le silo A (année 1976) est composé de 9 cellules béton fermées de 1 000t, 2 cellules béton fermées de 500t et 4 as de carreaux de 270 t, soit une capacité de 14 774 m³ ; le silo B (année 1991) est composé de 6 cellules cylindriques en béton ouvertes de 2 500 t et 1 as de carreau de 500 t, soit une capacité de 20 666 m³. Ces 2 silos sont soumis à Autorisation.
- un silo plat pyramidal (année 1999) composé de 2 cases bac acier de 5 725 t et 1 case bac acier de 15 800 t, soit une capacité de 36 334 m³. Ce silo est soumis à Enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'inspection du 28 avril 2022 ;
- action nationale silos relative à la surveillance des installations et aux installations de transfert de grains.

Les installations contrôlées par l'inspection des installations classées dans le cadre de cette visite sont :

- le rez-de-chaussée du silo A,
- l'espace sous-cellules du silo A,
- l'espace sur-cellules du silo C,
- l'emplacement de la réserve incendie extérieure.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Appareils de manutention – NC1 VI du 10/11/2020	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 8	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires	60 jours
2	Vieillessement des structures – NC2 VI du 10/11/2020	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 – point 2.2.25	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires	60 jours
4	Moyens de lutte contre les incendies (vérification périodique)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 - point 2.2.26	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires	60 jours
9	Bandes de transports - Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vérification périodique des colonnes sèches – NC3 VI du 10/11/2020	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Susceptible de suites	Sans objet
5	Formation du personnel - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
6	Consignes de sécurité - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
7	Permis de feu - Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
8	Émissions de poussières - Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
10	Installations électriques - Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux appareils de manutention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'article 2, point 2.2.21 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1999 est modifié par les dispositions suivantes qui sont applicables dès notification du présent arrêté :</p> <p>Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté. [...]</p> <p>Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes : [tableau listant les dispositifs de sécurité pour chaque équipement]</p> <p>Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.</p>
Constats : Absence de capteur de déport de sangle sur l'élévateur du silo C.
Observations : <p>(cette non-conformité a initialement été relevée lors des visites d'inspection des 04/08/2016, 16/11/2017 et 25/10/2019)</p> <p><u>Constat de l'inspection du 10 novembre 2020 :</u> Absence de capteur de déport de sangle sur l'élévateur du silo C. Les réserves techniques sont à préciser et argumenter.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 28 avril 2022 :</u> Absence de capteur de déport de sangle sur l'élévateur du silo C. Les réserves techniques sont à préciser et argumenter.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 2 septembre 2022 :</u> "A l'image de ce qui a été installé sur les autres élévateurs du silo, nous souhaitons privilégier la mise en place d'un capteur de température en tête d'élévateur sur le silo C qui permettra de protéger efficacement l'équipement. Échéance = octobre 2022."</p> <p><u>Réponse de l'inspection du 23 janvier 2023 :</u> « L'inspection prend note de la mesure compensatoire proposée par l'exploitant, et demande la justification de l'installation des capteurs de température dont la mise en place était prévue en octobre 2022. Conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'exploitant peut solliciter une modification de la prescription de l'arrêté préfectoral auprès de Madame le Préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p>

Dans l'attente de la justification de la réalisation des travaux de mise en conformité et de l'instruction d'une demande de modification de la prescription, **le constat est maintenu.** »

Courriers de l'exploitant 21 juin 2023 :

L'exploitant a indiqué que la commande a été soldée.

Courrier de l'inspection des installations classées du 19 juillet 2023 :

« L'inspection prend note de la mesure compensatoire mise en place par l'exploitant, et demande une justification de l'installation des capteurs de température (facture, photos...).

Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.

Le constat pourra être levé après modification de la prescription. Aussi, ***l'inspection invite l'exploitant à solliciter une modification de la prescription de l'arrêté préfectoral*** auprès de Madame le Préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement. »

Courrier du 31 août 2023 de l'exploitant à la Préfecture :

« Monsieur le Préfet, [...]

L'élévateur extérieur du silo C n'est pas équipé de contrôleur de déport de sangles. En effet, l'installation d'un capteur en découpant la jambe de cet élévateur autoportant serait de nature à augmenter le risque en fragilisant sa structure et risquant ainsi de provoquer sa ruine. Aussi afin de pouvoir compléter efficacement la protection de cet équipement et détecter de manière précoce un dysfonctionnement de nature à provoquer un éventuel échauffement des matières organiques présentes nous avons installé des capteurs de température sur les paliers de roulement de tête de cet élévateur. Ces capteurs renvoient en cas d'échauffement, provoqué par exemple par un déport de la sangle, vers un arrêt de l'équipement et des manutentions en amont protégeant ainsi la matière organique présente comme demandé.

L'objectif de maîtrise du risque d'échauffement est bien atteint. Je sollicite donc de votre bienveillance afin que les prescriptions de l'article 8 de l'AP complémentaire du 26/12/2006 soient modifiées en intégrant cette mesure compensatoire comme remplaçant efficacement l'absence de contrôleurs de déport de sangles. »

Constat de l'inspection du 30 novembre 2023 :

Lors de l'inspection, l'inspection des installations classées a constaté l'installation des capteurs de température prévus par l'exploitant.

Le courrier transmis par l'exploitant en date du 31 août 2023 est en cours d'instruction, et un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé pour modifier la prescription contrôlée. Dans l'attente de la signature de cet arrêté, **le constat est maintenu.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 60 jours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 – point 2.2.25
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des cellules en béton du silo A (fissures)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'article 2, point 2 « Règles applicables aux silos » de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1999 est complété par les dispositions suivantes formant les points 2.2.24 à 2.2.26, et applicables dès notification du présent arrêté : [...]</p> <p>2.2.25 : Vieillessement des structures</p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.</p> <p>Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.</p> <p>En outre, l'exploitant établit une procédure, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.</p>
Constats : Les cellules en béton du silo A présentent des fissures. L'exploitant doit définir un plan d'actions ainsi qu'un échéancier pour la réalisation des travaux de renforcement définis dans le diagnostic du 2 août 2023.
Observations : <p>(cette non-conformité a initialement été relevée lors des visites d'inspection des 22/05/2014, 12/06/2015, 04/08/2016, 16/11/2017 et 25/10/2019)</p> <p><u>Constat de l'inspection du 10 novembre 2020 :</u></p> <p>Les cellules en béton du silo A présentent des fissures. Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection le plan des actions avec ses engagements pour mettre en œuvre des recommandations du bureau d'étude CERES SOLUTIONS émises en conclusion du rapport référencé 20164530 RAP N°2 du 23 mars 2017.</p> <p><u>La réponse de l'exploitant par courrier du 11 mai 2021 est :</u></p> <p>Les conclusions du rapport 20164530 RAP N°2 du 23 mars 2017 permettent de penser que la pérennité du silo n'est pas mise en jeu à court terme. La coopérative a engagé une démarche de diagnostique complet de l'ensemble de ses installations de stockage. Un plan d'action pluriannuel priorisé va être établi avant l'été 2021 et sera mis en œuvre à partir de septembre 2021. Le site de Brou sera traité dans ce cadre (délai = décembre 2021).</p> <p><u>Constat de l'inspection du 28 avril 2022 :</u></p> <p>Les cellules en béton du silo A présentent des fissures. L'exploitant doit définir un plan d'actions pour remédier à ces dégradations.</p> <p><u>Courrier de l'exploitant du 02 septembre 2022 :</u></p> <p>« Le plan d'entretien à l'échelle de la coopérative est en cours de réalisation. Ce plan sera finalisé avant la fin de l'année. Échéance = décembre 2022. »</p> <p><u>Courrier de l'inspection des installations classées du 23 janvier 2023 :</u></p> <p>« L'exploitant doit transmettre à l'inspection le plan d'entretien défini pour le silo de Brou.</p>

Dans l'attente de la transmission du plan d'entretien et, le cas échéant, de la justification de la réalisation des actions correctives, **le constat est maintenu.** »

Courrier de l'exploitant du 2 mai 2023 :

« Suite à la réalisation du dernier audit de structure il a été décidé en collaboration avec SOLUTIONS PLUS et CERES STRUCTURE de mener des investigations complémentaires sur la structure du silo A. Nous sommes à ce jour en attente d'une proposition de prestation visant à réaliser ces investigations complémentaires. Malgré nos relances nous sommes à ce jour sans proposition de date. Une nouvelle relance a été effectuée ce jour, nous reviendrons vers vous avant 1 mois pour proposer un échéancier. »

Courrier de l'exploitant du 21 juin 2023 :

« Le bureau d'étude CLAIR'EQUEAUX a réalisé un diagnostic visuel de la situation le 17 mai dernier et à réalisé des préconisations visant à préserver la structure avant plus d'investigations (voir rapport joint). Nous avons également missionné le bureau d'étude afin de réaliser un diagnostic complet de recalcul en vue d'établir les préconisations de sécurisation et/ou renforcement (voir pièce jointe). L'étude doit être réalisée en juillet 2023. »

Courrier de l'inspection des installations classées du 19 juillet 2023 :

« L'exploitant a transmis le rapport du bureau d'études structures BET CLAIR'EQUEAUX daté du 18/05/2023 suite à sa visite du silo béton le 17/05/2023, qui émet les préconisation suivantes : "Dans l'attente des résultats du diagnostic avec recalcule, et au vu des fissures inquiétantes de la cellule 10, il est préconisé de réduire sa hauteur de stockage de moitié afin de ne pas avoir de poussée au niveau des fissures hautes."

Aussi, l'exploitant doit immédiatement respecter la préconisation consistant à réduire de moitié la hauteur de stockage de la cellule 10 du silo béton. Il transmettra à l'inspection les actions mises en oeuvre pour garantir le respect de cette préconisation.

L'exploitant a également transmis un devis de la société BET CLAIR'EQUEAUX concernant un diagnostic complémentaire et des préconisations de sécurisation et/ou de renforcement (avec dimensionnement) pour pérenniser le silo béton vertical. L'inspection prend note que cette étude sera réalisée en juillet 2023.

L'exploitant transmettra le rapport relatif à cette étude et le plan d'actions qui en découle. Dans l'attente de la transmission de la définition d'un plan d'actions et de sa réalisation, le constat est maintenu. »

Constat de l'inspection du 29 septembre 2023 :

L'exploitant a présenté le diagnostic complémentaire réalisé par la société BET CLAIR'EQUEAUX et daté du 2 août 2023. Ce diagnostic conclut que l'exploitant doit, en attendant la réalisation de travaux de renforcement, **limiter la hauteur de stockage au sein des cellules du silo A à 14 mètres à partir de la partie basse du musoir**, pour limiter la pression mise sur les parois des cellules. Il indique également que **l'ensemble des cellules doit être renforcé, sur 15 mètres de hauteur au-dessus du musoir**, et qu'un renforcement supplémentaire doit être prévu en tête de la cellule 10 sur environ 2 mètres.

L'exploitant a indiqué avoir reçu un premier devis pour la réalisation de ce renforcement auprès de la société RTS, pour une somme d'environ 800 000 euros. Il a signalé être en cours de consultation auprès d'autres prestataires pour la réalisation de ces travaux.

L'exploitant a par ailleurs confirmé que la cellule 10 est, au jour de l'inspection, remplie à moitié, comme recommandé par le bureau d'études suite à sa première visite.

Dans l'attente de la transmission d'un échéancier et de la réalisation des travaux de renforcement définis dans le diagnostic du 2 août 2023, **le constat est maintenu.**

Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé pour modifier la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Vérification périodique des colonnes sèches – NC3 VI du 10/11/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des colonnes sèches
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>[...]</p> <p>(Pour mémoire, l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/06/1998 impose la présence d'une colonne sèche)</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : <p><u>Constat de l'inspection du 10 novembre 2020 :</u> L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification des colonnes sèches.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 28 avril 2022 :</u> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la vérification périodique des colonnes sèches du site.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 29 novembre 2023 :</u> L'exploitant a présenté durant l'inspection le rapport de contrôle des colonnes sèches de l'établissement daté du 31 mai 2023 et basé sur une intervention du 17 mai 2023. Ce rapport ne liste pas d'écart et indique que les colonnes sèches sont fonctionnelles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre les incendies (vérification périodique)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 - point 2.2.26 AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/04/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : APC du 26/12/2006 - 2.2.26 : « Moyens de lutte contre les incendies [...] Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...] Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Des piquages avec des raccords compatibles avec ceux utilisés par les pompiers permettent l'introduction du gaz en partie basse des cellules. [...] » APC du 16/11/2021 – article 2.2.4 : « [...] L'exploitant assure la défense extérieure contre l'incendie par des points d'eau utilisables par les sapeurs pompiers, qui assureront pendant 2 heures un débit simultané de 220 m ³ /heure, soit un volume disponible de 440 m ³ [...]. »
Constats : Présence de 15 extincteurs ayant plus de 10 ans n'ayant pas reçu de révision décennale dans les installations.
Observations : <u>Constat de l'inspection du 28 avril 2022 :</u> La ressource en eau incendie du site ne permet pas d'assurer le débit d'eau prescrit (le débit du poteau incendie est de 48 m ³ /h sous 1 bar). Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection, dès réception, le rapport relatif à la vérification des extincteurs réalisée en avril 2022. Les as de carreaux ne sont pas équipés de raccords pour l'inertage. <u>Constat de l'inspection du 29 novembre 2023 :</u> 1) L'inspection des installations classées a constaté l'installation d'une réserve de 440 m ³ au sein de l'établissement. Cette réserve est installée au sud du bâtiment de stockage mixte de produits phytopharmaceutiques et d'engrais solides, et était remplie au jour de l'inspection. Des mesures sur photos satellites permettent de déterminer qu'elle est située à : <ul style="list-style-type: none">• environ 116 mètres de l'accès aux cellules du silo C,• environ 145 mètres de la tour de manutention du silo A,• environ 180 mètres de la tour de manutention du silo B. 2) L'exploitant a transmis, suite à l'inspection, les rapports de vérification des extincteurs du site, daté du 23 mai 2023 et basé sur une intervention de la société Chubb. Ces rapports listent un total de 15 extincteurs répartis dans les installations ayant plus de 10 ans et n'ayant pas fait l'objet d'une révision décennale, ce qui représente la moitié du parc d'extincteurs installés. Ils ne listent pas d'autre observation. 3) L'exploitant a expliqué que son commentaire concernant l'absence de ventilation des as de carreaux était lié au fait que le système d'inertage du silo A est installé sur le système de

<p>ventilation de ce silo. Il a indiqué durant l'inspection que des raccords d'inertage ont été installés sur les conduites de vidange des as de carreaux, au-delà des trappes permettant la fermeture de ces conduites. L'inspection des installations classées a constaté la présence de ces conduits le 29 novembre 2023.</p> <p>Afin de définir l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie (silos et séchoir) un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé pour modifier les prescriptions contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale, Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Formation du personnel - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le responsable de site était en poste depuis 2 mois. Il a transmis, suite à l'inspection, la fiche de poste du responsable, qui désigne nommément la personne rencontrée lors de l'inspection.</p> <p>Cet employé a par ailleurs suivi une formation concernant la gestion des risques liés aux installations de stockage de grains le 23 novembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes de sécurité - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et des travaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations :

Les consignes de sécurité sont tenues à jour et disponibles dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Permis de feu - Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du permis de feu délivré le 22 août 2023, au profit du service maintenance interne de la CABBP, pour remettre en état la sortie de l'émoteur du silo A n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Émissions de poussières - Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bandes de transports - Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme de la bande du transporteur d'ensilage du silo C.
Observations : L'exploitant n'étant pas été en capacité de démontrer la conformité à la non propagation de la flamme de la bande du transporteur d'ensilage du silo C, il lui est demandé de communiquer à l'inspection les justificatifs relatifs à la conformité de la bande de ce transporteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Installations électriques - Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : La consultation du rapport DEKRA référence n°038374402301R002 relatif à la vérification du 4 au 5 juillet 2023 des installations électriques et daté du 15 août 2023 n'appelle pas d'observation, ce rapport ne listant pas d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite